Du Figaro, 8 août :

ET LEUR DIPLOMATIE!...

Si les généraux de l'Empire allemand ne valent pas mieux que ses diplomates, il n'est pas étonnant que la petite Belgique suffise pour mettre en échec leurs gros bataillons et pour déranger les plans magnifiques dont on faisait tant de bruit.

En vérité, les niais solennels qui dirigent la chancellerie allemande ont été d'une impéritie tellement colossale que ce phénomène restera sans doute unique dans l'histoire. On se demande vraiment comment des conceptions aussi biscornues ont pu naître dans des cerveaux humains, comment des plénipotentiaires patentés, galonnés d'or sur toutes les coutures, ont pu aborder leurs partenaires étrangers, d'honnêtes gens qu'ils rencontraient sur un pied de courtoisie dans le monde, pour leur exposer sans mourir de honte les instructions et les propositions émanant de leur chancellerie.

Puisqu'on voulait la guerre, puisqu'on la préparait ostensiblement, par tous les moyens, au risque de mettre en garde les adversaires éventuels, la moindre des précautions était de s'assurer les concours diplomatiques qui devaient se transformer, à l'heure du conflit, en concours militaires. Or, on choisit, pour motiver une rupture, la seule question qui pouvait briser la Triple-Alliance : la question adriatique.

Fallait-il être grand clerc pour comprendre que c'était là un terrain d'action absolument impraticable, et que l'Italie, malgré tous les engagements pris antérieurement, ne consentirait jamais à travailler à une victoire germanique qui bouclerait à la fois son expansion et son indépendance.

Si, cependant, il restait, de ce côté, une chance, c'était de forcer les puissances adverses à déclarer la guerre. La manœuvre avait été indiquée et supérieurement réussie par Bismarck en 1870.

Aujourd'hui, l'Allemagne se met dans la nécessité de rompre et d'accumuler mensonge sur mensonge, sans pouvoir même sauver les apparences.

L'Angleterre devait être l'objectif suprême de l'effort diplomatique allemand. Or, la partie est menée de telle façon que sir Edward Grey tire avec une facilité merveilleuse les vers du nez des balourds Talleyrand de la Wilhelm-Strasse. A-t-on assez raillé, en 1870, la simplicité de M. Benedetti se laissant arracher des mains, par Bismarck, un vague projet d'agrandissement de la France du côté du Rhin? Et voilà que l'on remet officiellement à sir Edward Grey les propositions les plus grossièrement cyniques sans songer qu'on lui fournit les moyens de déshonorer pour toujours la politique allemande devant le monde et devant l'histoire.

Quel est le béjaune qui a pu rédiger de pareils « protocoles », et quel est l'impudent qui a pu les remettre au galant homme qu'est sir Edward Grey? On ne citera jamais assez ces monuments incomparables de l'inintelligence germaine, d'après le récit qu'en fait sir Edward Grey : « Ce que voulait le chancelier, en somme, c'était amener la Grande Bretagne à rester les bras croisés, tandis que les colonies françaises seraient prises et que la France serait battue, aussi longtemps que l'Allemagne ne s'emparerait pas de territoires français proprement dits : « Ce serait une honte pour la Grande Bretagne que d'agir ainsi, une honte dont elle ne relèverait jamais. La Grande-Bretagne ne peut non plus accepter le marché proposé par l'Allemagne en ce qui touche la Belgique.

Ne parlons pas de la proposition relative à la Belgique : c'eût été la rupture pure et simple des engagements les plus solennels sur lesquels repose le droit européen; et c'est à l'Angleterre, dont la sécurité repose tout entière sur ces traités, qu'on en demandait bonnement l'injurieuse violation.

Quant à la proposition qui vise les colonies françaises, elle peut se traduire ainsi : « Laisseznous faire; nous ne prendrons à la France que ses colonies ». Et sir Edward Grey n'a eu qu'à traduire, à son tour : « Nous avons une situation coloniale et maritime tout à fait insuffisante; or, « notre Empire est sur la mer »; votre intérêt à vous, Angleterre, est, n'est-ce pas, de nous aider à le consolider et à le développer, d'un seul coup, partout. Par exemple, Gibraltar nous gêne : vous allez nous donner le Maroc; Malte nous est en horreur : cédez-nous Bizerte; vous nous ennuyez au canal de Suez : nous prendrons Obock et Djibouti; nous n'avons aucune base d'opération contre le Transvaal : accordez-nous Madagascar; les Indes offrent un champ magnifique à notre colonisation ; que penseriez-vous de nous aider à nous emparer de l'Indo-Chine?..»

N'a-t-il pas fallu toutes les ressources du flegme britannique à sir Edward Grey, pour qu'il ait pu garder son sang-froid en présence de ces offres qui ne cachaient même pas le plus insolent mépris de l'interlocuteur.

Est il possible de méconnaître les situations et les gens à ce point?

Ce gouvernement, affolé par la haine universelle que, selon les ayeux de leur seul publiciste sincère, Harden, ont accumulé sur lui ses faits et gestes, ne sait même plus démêler son propre intérêt. Il croit avoir terrorisé le monde, il croit qu'il peut tout se permettre : or, il se réveille sous le double soufflet du Livre Bleu anglais et de la résistance de Liége.

Proposer galamment aux gens ces marchandages louches, la violation des traités, le reniement de la parole jurée, violer les territoires neutres, laisser insulter les ambassadeurs qui se retirent dignement sous la protection du droit des gens, mentir avec ostentation — et tout cela pour arriver à n'avoir d'autre secours, dans le monde, qu'un « second » lamentable et qui ne sait même pas se décider, n'est ce pas l'aberration suprême de l'orgueil incohérent!

Quand les chefs d'un peuple en sont arrivés là, le peuple lui-même n'a plus qu'à se résigner au châtiment qu'ils ont attiré sur sa tête. Quidquid delirant reges...

M. Asquith a terminé, par un superbe mouvement d'indignation, un de ces discours d'action dont les Anglais ont le secret :

« Nous combattons, a-t-il dit, pour la base même de la civilisation. C'est peut-être la plus grande lutte que l'Angleterre ait eu à subir; mais l'issue en est certaine. C'est le napoléonisme, une fois de plus; mais, autant que nous

PAGES D'HISTOIRE 76 le sachions, il n'y a pas, cette fois, de Napoléon ». Ah! pour cela, non! Gabriel HANOTAUX, de l'Académie française.